

Israël : un nouveau 11 septembre aux mille questions

écrit par Jacques Guillemain | 10 octobre 2023



Une fois de plus, les Arabes sont les agresseurs, comme en 1948, 1967 ou 1973. Mais le seul point commun avec la guerre

du Yom Kippour de 1973 est que les services de renseignements n'ont rien vu venir. En 1973, la guerre qu'Israël a failli perdre, était menée par une coalition d'armées arabes attaquant l'Etat hébreu par surprise.

Aujourd'hui, il s'agit d'une attaque terroriste barbare frappant aveuglément des civils, comparable à l'attentat du 11 septembre 2001 à New York. Un coup d'éclat retentissant mené par le faible contre le fort.

700 morts ramenés à l'échelle d'Israël, 9 millions d'habitants, c'est proportionnellement pire que le massacre du World Trade Center.

Mais la situation est encore plus tragique avec la prise de plus d'une centaine d'otages, dont des femmes et des enfants. Jamais le Hamas n'a autant mérité son étiquette d'organisation terroriste.

Des services de renseignements défaillants.

La première question concerne évidemment les services de renseignements israéliens, civils ou militaires, qui n'ont rien vu venir. Que ce soit par voie terrestre, maritime ou aérienne, des centaines de terroristes ont pénétré en territoire israélien comme dans un moulin, transformant la barrière de protection "infranchissable" en passoire. Les commentaires ne sont pas tendres : fiasco total, débâcle, méga honte, échec colossal.

C'est la première fois que les civils se retrouvent en première ligne et sans protection, les soldats de Tsahal dans la zone ayant été cueillis au saut du lit. On comprend le traumatisme du peuple israélien et la colère qui gronde.

Mais le renseignement est sans doute la partie la plus difficile, car la plus imprévisible dans l'art de la guerre. On ne compte plus les services de renseignements qui ont failli, avec des conséquences le plus souvent tragiques.

Les Américains n'ont rien vu venir de l'attentat du 11 septembre 2001, qui avait pourtant nécessité des mois de préparation et d'entraînement chez les terroristes. Ils n'ont pas vu non plus que les talibans avaient encerclé Kaboul, provoquant la plus grosse débandade de l'armée américaine depuis le Vietnam.

Les Russes n'ont pas prévu la réaction de l'Otan en Ukraine. Poutine, très mal renseigné, misait sur un remake paisible de l'annexion de la Crimée en 2014. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

Les Français, au Sahel, après avoir été ovationnés en 2013 avec le succès de l'opération Serval, ont été chassés comme des malpropres, après trois coups d'Etat qu'ils n'ont pas vu venir. Et si de nombreux attentats islamistes ont été déjoués en France, certains sont malheureusement passés à travers les mailles du filet.

Une barrière infranchissable à un milliard d'euros qui n'a servi à rien.

Bulldozers, ULM, et bateaux ont permis aux terroristes d'enfoncer la clôture ou de la contourner. Comment est-ce possible ? Les militaires étaient absents, les civils sans protection. Du jamais vu. Excès de confiance ? Procédures et systèmes de surveillance inadaptés ?

Que vont devenir les otages ?

Plus d'une centaine de malheureux ont été emmenés sans ménagement dans la bande de Gaza. Militaires, hommes, femmes, enfants et vieillards. Il est à craindre qu'ils servent de boucliers humains, rendant les opérations de Tsahal très compliquées, même si la guérilla urbaine n'a pas de secret pour les soldats israéliens.

Mais le plus probable est qu'ils servent de monnaie d'échange contre les 4 500 prisonniers palestiniens détenus

par Israël. On se souvient que le soldat franco israélien Gilad Shalit fut échangé contre 1027 prisonniers palestiniens, après des années de captivité. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est l'extrême facilité avec laquelle les terroristes ont pu regagner Gaza avec leurs otages sans être inquiétés. Il est assez sidérant qu'un pays en guerre depuis 1948, ait laissé l'ennemi pénétrer sur son sol, rafler plus d'une centaine d'otages et repartir en toute impunité.

La riposte israélienne

Après le nettoyage des zones infiltrées par les terroristes, aura lieu une vaste opération de représailles. Le ministère israélien de la Défense annonce déjà 500 cibles détruites à Gaza. Il est évident que le rapport des forces est en faveur de Tsahal, avec 180 000 soldats d'active et 450 000 réservistes parfaitement entraînés. En face, le Hamas aligne 20 000 combattants et peut doubler ses effectifs en cas d'invasion par Tsahal.

Mais la difficulté pour Israël est de ne pas mettre la vie des otages en danger. Nul doute que la réponse de l'Etat hébreu sera à la hauteur de la colère et de l'émotion ressenties face aux actes de barbarie qui ont ensanglanté le pays et ciblé les populations sans défense.

Faut-il réoccuper Gaza ?

On se souvient qu'Ariel Sharon avait décidé en 2005 de larguer Gaza et ses 2 millions d'habitants, véritable boulet économique sans intérêt. Son calcul était simple : Avec 9 millions d'habitants, Israël comprend déjà 2 millions d'Arabes israéliens, dont il est permis d'avoir quelques doutes sur leur fibre patriotique. Pourquoi ajouter 2 millions de Gazaouis supplémentaires, la plupart ayant la haine d'Israël ? Un Etat juif avec 36% d'Arabes en son sein, c'est nourrir un cheval de Troie.

Les cartes du Moyen-Orient sont rebattues

Cette attaque du Hamas et la riposte armée qui fera d'inévitables victimes civiles collatérales, va remettre en question tous les efforts de normalisation dans les relations d'Israël avec ses voisins arabes. Le rapprochement avec l'Arabie, en très bonne voie, risque fort de dérailler ou du moins de rester au point mort quelques années.

Le grand gagnant de cette reprise de la guerre est évidemment l'Iran chiite, qui arme et forme le Hamas et qui refuse tout compromis entre l'Arabie et Israël. De plus, Téhéran conteste aux Arabes sunnites le contrôle des Lieux Saints de l'islam. Rien de bien nouveau depuis 14 siècles.

Qui soutient qui ?

En France, le soutien à Israël fait l'unanimité, à part Mélenchon et LFI qui refusent de condamner l'attaque terroriste du Hamas, qui massacre les populations civiles. Du PS à Reconquête, la clique LFI n'inspire que le dégoût.

A l'international, c'est plus complexe et les réactions sont dispersées

Le bloc occidental condamne le Hamas sans équivoque

L'Inde, le Japon et l'Afrique également

L'Iran, la Syrie, le Yémen, le Pakistan soutiennent le Hamas

L'Algérie, l'Irak, le Koweït, le Qatar et Oman font porter le chapeau de cette guerre à Israël

La Chine prêche la désescalade sans prendre parti. La Russie, la Turquie, le Brésil, l'Egypte, l'Arabie, déplorent le retour à la violence sans désigner l'agresseur.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, condamne lui aussi les attaques du Hamas, mais compte tenu des divisions sur ce conflit, autant dire que l'Organisation est

impuissante.

Quels risques pour le futur ? Les marchés ont horreur de la guerre

Evidemment, le Hezbollah libanais peut être tenté par l'ouverture d'un deuxième front au nord d'Israël, avec le feu vert de Téhéran. Mais dans ce cas, c'est l'Iran qui sera en première ligne. **Ni les Russes, ni les Américains n'ont intérêt à un embrasement régional. Acculé, Israël usera sans doute du nucléaire tactique puisque Téhéran ne possède pas encore l'arme atomique. Mauvais plan pour les ayatollahs.**

Sur le plan militaire, il ne fait aucun doute que Tsahal va reprendre la situation en mains à Gaza, même si la guerre urbaine est difficile et si les opérations s'éternisent.

Mais on voit bien que le monde est divisé entre l'Occident pro-Israël, le monde musulman et les pays neutres.

Tout cela peut se traduire par une nouvelle catastrophe économique si l'Opep décide d'user de l'arme du pétrole pour punir l'Occident. Après le choc de Nord Stream 2, une montée du baril serait fatale à bien des pays, et notamment l'Europe, empêtrée dans son inflation, sa croissance molle et ses dettes chez certains membres.

Souvenez-vous : choc pétrolier de 1973 après la guerre du Kippour et la défaite arabe, puis le choc pétrolier de 1979 après la révolution iranienne. L'Europe est plus que jamais à la merci de l'Opep.

Avec un litre de carburant à 2 euros, un nouveau choc pétrolier serait fatal à l'économie française, déjà plombée par ses 3 000 milliards de dettes.

Les marchés boursiers réagissent vite. Nous serons rapidement fixés.

Jacques Guillemain

<https://ripostelaique.com/israel-un-nouveau-11-septembre-aux-mille-questions.html>